

## INTERROGATIONS SUITE À LA RÉHOSPITALISATION DE BOUTEFLIKA

## Doutes sur la présidentielle

**Le président de la République est tenu d'être présent sur le territoire algérien pour signer le décret portant convocation du corps électoral.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Abdelaziz Bouteflika sera-t-il à Alger, dans les délais prévus par la loi, afin de déclencher la première étape de l'élection présidentielle? Le doute persiste malgré le communiqué «rassurant» des services de la présidence de la République faisant état de la présence du chef de l'Etat au Val-de-Grâce.

«Pour parachever son bilan de santé, initié à Alger, et dans le cadre d'une visite médicale routinière de contrôle, arrêtée et programmée depuis le mois de juin 2013, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, séjourne à l'hôpital

Val-de-Grâce, depuis lundi 13 janvier 2014 et ce, jusqu'au vendredi 17 janvier 2014», avait indiqué, mardi après-midi, la présidence dans ce communiqué répercuté par l'agence de presse officielle.

Si l'on s'en tient à cette source, Abdelaziz Bouteflika sera de retour demain, vendredi. Quelques heures auparavant, l'APS publiait une dépêche dans laquelle elle faisait état de la convocation imminente du corps électoral. «Le scrutin devrait avoir lieu «inévitavelmente» entre le 16 et le 17 avril prochain, et ce, toujours suivant les dispositions du code électoral, étant donné que le

mandat présidentiel actuel prend fin le 16 avril 2014.»

La lecture croisée des deux dépêches laisse dubitatif. Car comment expliquer ce contrôle routinier prévu «depuis le mois de juin 2013» et qui intervient, précisément, au moment où le président de la République est tenu d'être présent en Algérie. Soit il y a une erreur de planification, et à ce niveau de responsabilité le fait est plutôt grave.

Ou alors les responsables chargés de gérer cette situation de crise ne disent pas toute la vérité. Théoriquement, Bouteflika a jusqu'à samedi pour convoquer le corps électoral.

Il devra donc être à Alger pour signer ce fameux décret.

Apposer son paraphe et le sceau de la République sur un texte réglementaire à partir d'un hôpital militaire français serait plutôt mal vu. Mais ce ne serait pas une première. Durant la période de convalescence qui avait suivi son AVC, Abdelaziz Bouteflika avait signé 15 décrets présidentiels alors qu'il se trouvait à l'institution des Invalides.

Dans le lot des «textes réglementaires parisiens on trouve le décret «portant mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-et-unième anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation», celui instituant

«Journée nationale de la presse» ainsi qu'une multitude de décrets de «décisions de transfert de crédit». Mais il semble que certains textes pris en France n'aient pas été publiés.

Ils concernent la mise de fin de fonction de l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Missoum Sbih, et son remplacement par son collègue en poste à Bruxelles, ainsi que le décret à la promotion aux grades supérieurs d'officiers de l'ANP. L'Algérie se trouve face à une équation à multiples inconnues. Nul ne sait si Abdelaziz Bouteflika sera à Alger d'ici samedi ou s'il convoquera le corps électoral à partir de Paris. Ou pire encore, s'il le convoquera... tout simplement.

T. H.

## Convocation du corps électoral : quand et dans quelles conditions ?

**Le communiqué, mardi, de la présidence de la République informant du déplacement, la veille, de Bouteflika au Val-de-Grâce pour des examens routiniers n'a pas eu pour effet de rassurer sur l'évolution de l'état de santé du chef de l'Etat. Le moment de cette évacuation pose immanquablement les conditions de la convocation du corps électoral, attendue pour, au plus tard, vendredi.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Selon la présidence de la République, Bouteflika devra séjourner en France jusqu'à vendredi, jour où il devra regagner le pays. Ce qui signifie que le corps électoral ne peut être convoqué le jeudi 16 janvier.

Le chef de l'Etat ne peut signer le décret portant cette convocation depuis la France, le sceau de la République ne pouvant constitutionnellement quitter le territoire national.

A se fier à la dépêche de l'APS, qui annonçait mardi que la convocation du corps électoral interviendra entre le 16 et le 17 janvier, la signature du décret présidentiel se fera le jour du retour de Bouteflika en Algérie, soit le vendredi. Pour cela, il faudra évidemment que rien ne vienne décider du prolongement du séjour de Bouteflika au Val-de-Grâce.

Car, contrairement au communiqué de la présidence de la République, il paraît, à plus d'un égard, plus plausible que ce soit une urgence médicale qui ait dicté l'évacuation de Bouteflika.

Sinon, d'ailleurs, pourquoi la communication officielle, sur ce sujet, ait attendu que le chef de l'Etat soit admis à l'hôpital pour en faire cas ? Elle aurait pu tout aussi bien informer de «ce contrôle routinier» dans les jours qui ont précédé l'évacuation. Le moment de «contrôle routinier», qui intervient à la veille d'un acte institutionnel majeur, renforce aussi l'idée d'une urgence médicale.

Et dans ce cas de figure, on ne peut prévoir la durée des soins. Il reste donc cette probabilité que Bouteflika ne regagne pas le pays à la date indiquée. C'est pour cette raison que dans sa dépêche de mardi relative à l'imminen-



Photo : D.F.

ce de la convocation du corps électoral, l'APS a pris la précaution de suggérer la possibilité d'un «cas de force majeure».

A en croire certaines sources généralement bien informées, l'éventualité d'un

séjour durable de Bouteflika au Val-de-Grâce a été prise en considération. Selon ces mêmes sources, le décret présidentiel portant convocation du corps électoral a été signé dimanche dernier, après que la décision de l'évacuation en France fut prise, l'état de santé du Président se détériorant de jour en jour depuis une semaine déjà. Si Bouteflika regagne le pays le vendredi, les formes seront en apparence sauves, car le décret en question sera nécessairement postdaté.

Le problème se posera si Bouteflika ne rentre pas au pays. Dans ce cas, il faudra soit invoquer le cas de force majeure et décaler la convocation du corps électoral ou alors faire entorse à la Constitution et pondre le décret depuis la France.

La présidence de la République sera en tout cas tenue, afin d'éviter qu'elle ne soit accusée de manquer aux dispositions de la Constitution, de fournir la preuve en images du retour de Bouteflika au pays. Attendons, donc !

S. A. I.

## SELON DES MÉDECINS

## La thèse de l'examen routinier peu crédible

**Une visite médicale «routinière». C'est ainsi que la présidence de la République justifie le déplacement de Bouteflika au Val-de-Grâce. Une thèse remise en cause par des médecins qui considèrent que si le président de la République avait réellement un rendez-vous, rien n'empêchait son ajournement puisqu'il intervient à quelques jours de la convocation du corps électoral. Ils ajoutent que dans le cas d'un AVC, un contrôle ne s'impose qu'en cas d'évolution «non positive» du patient.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - L'évacuation du président de la République, au-delà des interrogations qu'elle suscite car intervenant dans un contexte politique des plus flous, soulève des questions d'ordre purement technique. Qu'est-ce qu'un rendez-vous routinier pour une personne ayant déjà subi un accident vasculaire cérébral ? Qu'y a-t-il à contrôler dans ce cas-là ? Qu'est-ce qu'une urgence ? A ces questions, un médecin souhaitant garder l'anonymat répond qu'un contrôle pure-

ment routinier ne nécessite aucune évacuation urgente. Il explique que dans le cas de Bouteflika, il s'agit d'une oblitération d'un réseau vasculaire et que s'il devait y avoir contrôle, il concernerait justement l'état des bronches qui ont été obstruées ou alors s'assurer que celui qui n'a pas été touché lors de l'AVC continue de fonctionner normalement. Dans certains cas, c'est l'intégrité du «réseau» qui est vérifié. Mais pour ce médecin, il est difficile de préjuger de l'état de santé du Président face

à l'absence d'informations fiables. Il rappelle comment lors de sa dernière évacuation, la thèse de l'accident transitoire avait d'abord été avancée avant qu'il ne s'avère que le Président avait été victime d'un accident vasculaire cérébral. Dans ce cas, estime notre source, l'accident n'était pas sans conséquences sur le cerveau et le contrôle apparaît comme inapproprié sauf si une complication est entre-temps intervenue surtout que l'âge du patient et son état général sont souvent un élément déterminant.

C'est justement ce que la communication se refuse de dire. Deux jours après son transfert vers la France, la présidence a rendu public un communiqué dans lequel il est dit que le président de la République séjournera jusqu'à vendredi prochain à l'hôpital Val-

de-Grâce pour «parachever son bilan de santé dans le cadre d'une visite médicale routinière de contrôle, arrêtée et programmée depuis le mois de juin» et de prendre le soin d'ajouter qu'«aucune procédure d'urgence n'a dicté ce déplacement prévu et arrêté depuis son séjour à l'institution des Invalides à Paris» et que son état s'améliore «sûrement» et de «façon progressive». C'est pour le moment les seules informations fournies par les canaux officiels. Lors de son hospitalisation en été dernier, le médecin traitant de Bouteflika avait été chargé de communiquer de manière régulière sur l'évolution du cas Bouteflika. Un scénario non reconduit pour cette hospitalisation qui intervient dans un contexte des plus particuliers.

N. I.